

La Turquie, carrefour migratoire vers l'Europe

jeudi 26 juin 2008, par [Laure Marchand](#)

Ankara est pressé d'agir contre les clandestins qui passent sur son territoire pour rejoindre l'Union européenne.

Cet été, Sall effectuera « un voyage en pirogue ». Une aventure à 700 € en bateau pneumatique. Ce Guinéen de 23 ans prendra « un gilet de sauvetage » pour conjurer la peur et le mauvais sort : en 2007, 184 personnes au moins se sont noyées en mer Égée en tentant d'atteindre les îles grecques, à seulement quelques milles nautiques des côtes turques. « Je n'ai pas le choix, raconte le jeune homme, coincé à Istanbul depuis deux ans, dans une pièce borgne aux murs humides qu'il partage avec quatre compagnons d'infortune. Je dois poursuivre la route. »

La Turquie est un couloir migratoire vers l'Union européenne. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés évalue à 500 000 le nombre d'étrangers en situation irrégulière sur le territoire turc, en transit ou installés durablement. Des chiffres difficilement vérifiables. À la fois destination finale pour certains migrants et porte d'entrée sur l'Europe, la Turquie est accusée par Bruxelles de ne pas endiguer les flux migratoires qui la traversent. Ankara, de son côté, estime faire de son mieux avec des moyens limités pour répondre à un problème qui concerne avant tout l'Union européenne.

La proximité de la Turquie avec des zones de conflit ou instables s'ajoute à ses caractéristiques géographiques : 9 384 Irakiens ont ainsi été interpellés en 2007, selon les statistiques de la police. Viennent ensuite les Palestiniens, les Pakistanais et les Afghans. Mais les Iraniens, un des groupes de migrants les plus importants, ne sont pas comptabilisés car ils n'ont pas besoin de visa. Enfin, la surveillance des frontières maritimes italiennes et espagnoles a conduit de nouveaux candidats à l'immigration à emprunter la route turque. Pour rentrer dans la « forteresse Europe », de plus en plus d'Africains transitent désormais par la Turquie. « Je suis restée un an à Dakar dans l'attente d'un visa pour l'Angleterre, raconte l'un d'eux. Ça n'a pas marché. Comme je n'avais pas le cœur à tenter la traversée pour les Canaries, je suis passé par Nouakchott, Alger et Damas. »

Une nouvelle marchandise

« La géographie n'explique pas tout, souligne un commissaire de police sous couvert d'anonymat. Les réseaux criminels préexistants et très bien établis dans le pays facilitent la tâche des filières d'immigration clandestine. » Aux extrémités orientales de la Turquie, le trafic transfrontalier fait partie intégrante de l'économie locale. Les clandestins prennent les mêmes sentiers de montagne que l'essence, la drogue et les cigarettes en provenance d'Iran, de Syrie ou d'Irak. « Les contrebandiers les ont ajoutés à leurs marchandises traditionnelles », explique Ahmet İçduygu, démographe et spécialiste des migrations à l'université Koç.

Mais contrairement aux mafias spécialisées dans le trafic d'armes par exemple, la structure de la filière d'immigration n'est pas pyramidale. Entre l'entrée et la sortie du territoire, des petits groupes indépendants prennent le relais pour assurer le transport des clandestins. « De la Syrie à Antakya (ancienne Antioche près de la frontière syrienne, NDLR), j'ai payé 750 \$, raconte Bouba, un Guinéen de 26 ans, puis les passeurs ont fait monter notre groupe dans un bus régulier qui était déjà en route pour Istanbul, ils étaient de mèche avec le conducteur. »

En 2006, 951 passeurs ont été arrêtés en Turquie. En 2007, 1 247. Dans les années 1990, aucune loi ne condamnait le trafic d'immigration illégale. Désormais classé dans la catégorie de crime organisé, il est puni d'une peine pouvant aller jusqu'à huit ans de prison. « Mais si aucune frontière n'est franchie, ce qui concerne la majorité des cas, le Code pénal considère qu'il s'agit juste d'une tentative et la condamnation

est bien moins lourde, précise Fikret Pelit, qui dirige le département de la police de lutte contre l'immigration illégale en Turquie. Un amendement parlementaire est à l'étude pour combler cette lacune. » Le 19 mai, un chauffeur a été intercepté avec 88 Pakistanais et 5 Afghans dans son camion alors qu'il venait d'être libéré et attendait son procès pour avoir transporté 79 migrants le 6 avril.

Impossible pour la Turquie de surveiller ses 7 200 kilomètres de littoral. Et à l'ouest, les dizaines d'îles grecques mettent l'UE à portée de barques. Pour 2008, l'agence européenne Frontex, chargée de coordonner la surveillance aux confins de l'UE, consacre un budget de 3,4 millions d'euros pour son dispositif Poséidon aux frontières gréco-bulgaro-turques. « Nous avons redéfini le dispositif sur le front grec car les États membres ont pris conscience des difficultés », souligne Michal Parzyszek, porte-parole de Frontex.

« Allez, va en Europe »

Effort insuffisant selon les Grecs qui estiment que la Turquie est une véritable passoire. Athènes accuse son voisin de n'avoir repris que 1 646 migrants sur les 24 754 arrêtés ces cinq dernières années en provenance de Turquie, malgré un accord bilatéral de réadmission signé en 2002. Ankara réplique que les garde-côtes grecs repoussent les clandestins dans leurs eaux territoriales sans les secourir. Des faits corroborés par des témoignages de migrants et d'habitants sur les îles grecques. À deux reprises, Sall a, lui, été arrêté dans les environs de Lalapasa, dernier village turc en Thrace avant la Grèce : « Les policiers m'ont à chaque fois relâché, l'un d'eux m'a dit "Allez, va en Europe." » Mais la troisième fois, il a été interné au centre de rétention d'Edirne. À l'est, les frontières montagneuses sont surveillées par l'armée. « Leur priorité en matière de sécurité c'est le terrorisme (les rebelles kurdes du PKK, NDLR), pas les clandestins », précise Fikret Pelit.

Pourtant, depuis les années 1990, les chiffres montrent une augmentation des arrestations : 20 000 en 1996, un pic à 95 000 en 1999 et 70 000 l'année dernière. « Le résultat des critiques de l'UE », assure l'officier. Désormais, Bruxelles met la pression sur les autorités turques pour la signature d'un accord global de réadmission. « Mais il n'y a aucun progrès dans les négociations », fait savoir la délégation européenne à Ankara. Pour deux raisons. La Turquie ne veut pas et n'a pas les moyens de prendre en charge la politique migratoire de l'UE. Et elle craint d'être submergée par les flots de migrants qui resteraient bloqués chez elle. « Les autorités ne veulent pas que le territoire turc se transforme en zone tampon pour l'UE, analyse le professeur Ahmet İçduygu. Cette question est une carte importante pour la Turquie dans ses négociations d'adhésion. » Tout comme celle de la levée de la clause géographique à la Convention de Genève : seuls les ressortissants européens peuvent obtenir l'asile politique en Turquie, le HCR doit trouver un pays d'accueil pour tous les autres réfugiés. Un héritage de la guerre froide que le gouvernement n'est pas pressé de réviser...

Mais dans le cadre de l'alignement sur l'acquis communautaire, des budgets européens ont été débloqués : 70 millions pour le Plan d'action national pour la gestion intégrée des frontières, 94 millions consacrés à la création de 7 établissements d'accueil pour les réfugiés et 2 centres de rétention. Et malgré les critiques sur sa mauvaise volonté, la Turquie a déjà commencé à remplir un rôle de gendarme aux avant-postes de l'UE. Avec des conséquences désastreuses pour les droits des migrants.

Mauvais traitements

« Il n'y avait pas assez de matelas mais le plus dur c'était le manque d'eau et de nourriture, le week-end nous n'avions qu'un demi-pain avec des olives », se souvient un jeune clandestin africain, qui a passé un mois dans un centre à Istanbul. Le 23 avril, des policiers turcs ont forcé 18 Syriens et Iraniens, dont 5 reconnus comme réfugiés, à traverser à la nage une rivière entre la Turquie et l'Irak. Quatre se sont noyés. Durées de détention arbitraires, mauvais traitements, difficultés ou impossibilités de déposer une demande d'asile, accès aux soins médicaux quasi inexistant, mineurs isolés avec des adultes... L'Assemblée des citoyens d'Helsinki a publié en avril un rapport accablant sur les « maisons d'hôtes pour étrangers ». Le 12 juin, un Somalien a été tué par balle au cours d'affrontements entre détenus et policiers dans un centre près de la Bulgarie. Les conditions de détention semblent être à l'origine des

émeutes.

Sources

Article original publié dans le figaro le 23 juin 2008 sous le titre « [La Turquie, carrefour migratoire vers l'Europe](#) »